En affirmant vouloir « 40 % de logements sociaux et abordables à Paris en 2035 », la mairie veut faire plier le gouvernement sur la vente du foncier de l'Etat et favoriser la « mixité sociale »

14/09/2023 à 18h54



L'inauguration de l'îlot Saint-Germain, dans le 7e arrondissement de Paris, ancien site du ministère de la défense, est l'occasion pour la mairie de Paris de rappeler son engagement en faveur de la mixité sociale. En affichant des objectifs importants en matière de logement social et accessible, la majorité municipale de la capitale espère faire plier le gouvernement sur la vente du foncier de l'Etat.

Avec 254 logements sociaux, une crèche, des équipements sportifs et des espaces verts, l'îlot Saint-Germain constitue un symbole fort de la politique volontariste de la majorité socialiste de construire toujours plus de logements accessibles aux ménages les plus modestes. « *Aujourd'hui, nous*

atteignons les 25 % de logements sociaux, contre 13 % en 2001, rappelle Anne Hidalgo. Ce qui permet à 700.000 Parisiens de rester dans Paris intra muros ». Mais elle pointe également les disparités encore fortes entre l'est et l'ouest de la capitale.



« *L'Etat est globalement un très gros propriétaire foncier à Paris, et le ministère des Armées particulièrement, assure l'adjoint au Logement. Mais nous n'avons pas un ministère en particulier dans le viseur.* » D'ailleurs, les deux projets qui ont vu le jour à la caserne des Minimes dans le 3e arrondissement et celui à venir dans le 16e arrondissement pour la caserne Exelmans, n'ont pas nécessité les mêmes négociations : elles étaient déjà la propriété de la Ville de Paris, qui y logeait à titre gratuit des militaires. […]

20 minutes